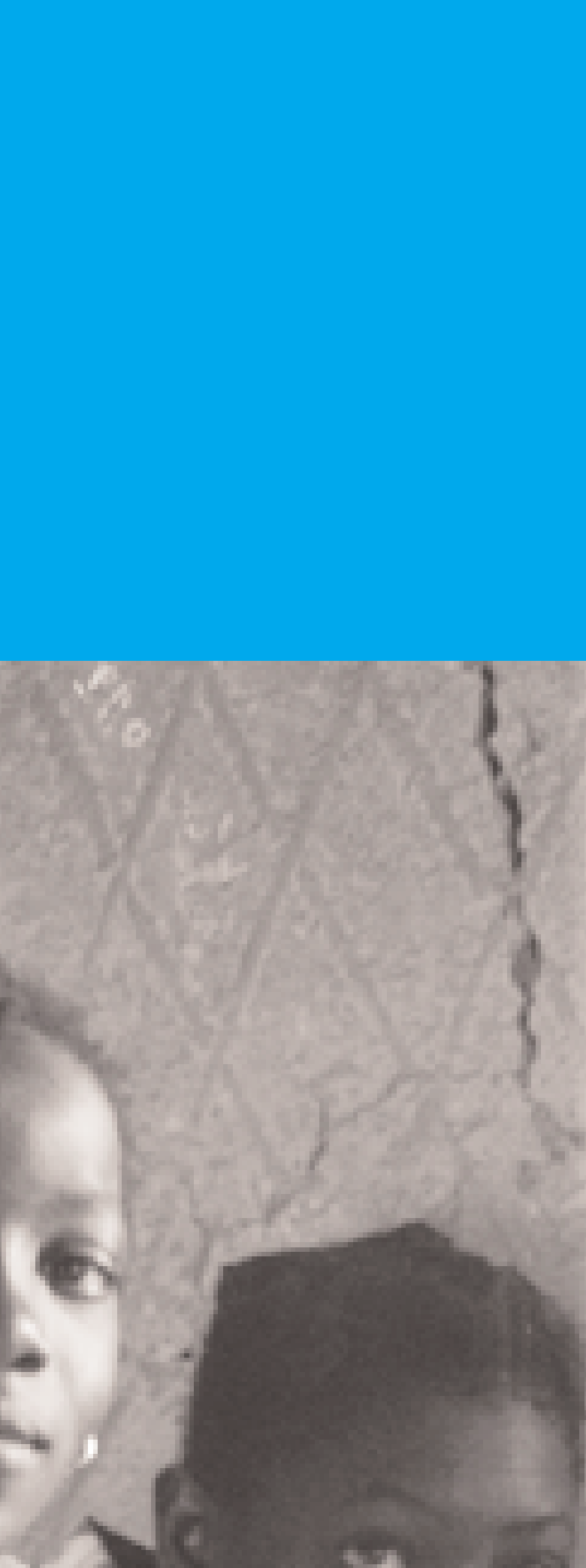


# 6 LA MEILLEURE CHOSE À FAIRE





Pour n'importe quel chef de gouvernement disposé à aller au-delà des solutions immédiates et classiques aux problèmes du développement, l'éducation des filles est l'investissement idéal. Loin de dépouiller les autres secteurs du développement social, le financement de l'éducation des filles en valorise l'activité. Il soulage d'autant le système de soins de santé en réduisant la mortalité infantile et maternelle, en maintenant les enfants en meilleure santé et en diminuant l'incidence du VIH/SIDA. Il améliore le niveau de compétence et la productivité des femmes et, ce faisant, contribue à faire reculer la pauvreté et consolide l'économie à long terme. Le lien étroit existant entre l'éducation des filles et les autres domaines du développement signifie, par exemple, que le simple financement de l'adduction d'eau et de la construction d'installations d'assainissement dans une école présente le double avantage d'améliorer la santé et l'hygiène de la communauté locale et de scolariser les filles en plus grand nombre.

Le coût n'est pas prohibitif. Les prévisions de dépenses supplémentaires au titre de la réalisation de l'Objectif de développement pour le Millénaire concernant l'éducation – l'éducation primaire universelle pour 2015 – oscillent entre 9,1 milliards de dollars et 38 milliards de dollars par an<sup>86</sup>. Les 38 milliards de dollars de dépenses prévues par la Banque mondiale, dont la plus grande partie serait prise en charge par les pays en développement eux-mêmes, font apparaître un déficit de financement de 5 à 7 milliards de dollars qu'il importerait de combler en recourant à l'aide extérieure<sup>87</sup>. D'ici à 2015, la facture supplémentaire au titre de l'aide pourrait ainsi s'élever à environ 60 milliards de dollars, somme considérable, certes, mais nettement inférieure au coût d'opérations militaires de grande envergure dont le financement ne semble jamais poser de problèmes.

Les obstacles concrets ne sont pas non plus insurmontables. Dans le domaine de l'éducation, il n'existe quasiment aucun problème pour lequel une solution n'ait pas déjà été testée ailleurs. Les avantages qui découlent de l'éducation des filles ne peuvent pas être contestés, et les stratégies et mesures spécifiques susceptibles de faire bouger les choses sont bien connues. Elles ont été appliquées dans le cadre de projets et de programmes exécutés dans toutes les parties du monde (*voir Annexe A p. 83 : une solution à presque tous les problèmes*).

Beatrice Progidai/2003

Dans le domaine de l'éducation des filles, des années d'expérimentation ont permis de mieux comprendre le type d'initiative qui donne de bons résultats. Il ressort d'évaluations réalisées en Afrique subsaharienne, par exemple, que l'on ne peut pas se contenter de plaquer une approche fondée sur les sexospécificités sur un programme éducatif existant. Chaque fois qu'on a essayé de le faire, le programme existant s'est révélé rebelle à tout changement. Les projets d'éducation des filles doivent être élaborés de façon spécifique dès le départ et doivent pouvoir compter sur l'adhésion des pouvoirs publics et des planificateurs de programmes.

Les programmes d'éducation des filles doivent se fixer trois buts spécifiques : réduire le nombre total de filles non scolarisées, améliorer la qualité de l'éducation pour les filles comme pour les garçons et assurer l'élévation du niveau d'instruction pour tous les enfants. En conjuguant des interventions sur l'accès à l'école et d'autres sur la qualité,

on contribue à remplir la mission consistant à localiser les enfants exclus et vulnérables, en particulier les filles, à les inscrire à l'école et à faire en sorte qu'ils y aillent régulièrement, y étudient et y réussissent dans un environnement protecteur et productif. Ces interventions aident les systèmes éducatifs à jouer efficacement leur rôle en faveur de tous les enfants<sup>88</sup>.

Le cas de l'Afghanistan montre bien ce qu'il est possible d'accomplir lorsque la communauté internationale est véritablement résolue à faire face à une crise. Il illustre de façon frappante ce que l'on peut faire quand des facteurs multiples – la soif d'apprendre des enfants, les rêves nourris par les parents pour leurs enfants, la volonté du gouvernement de diriger les opérations et celle de la communauté internationale d'apporter l'aide nécessaire – sont réunis. On a vu avec quelle ardeur les familles afghanes, privées d'instruction pendant des décennies de conflit, en particulier durant l'ère des Taliban, voulaient que leurs enfants aient la chance

Le défi du développement, c'est le défi de l'éducation pour tous et le défi de l'éducation pour tous, c'est le défi de l'éducation des filles.



d'aller à l'école. La fourniture d'urgence par l'UNICEF de matériels éducatifs à ces familles a représenté la plus vaste opération de ce type jamais lancée par l'organisation (voir Encadré sur l'Afghanistan, page 73).

### Une nouvelle théorie de l'éducation

D'un bout à l'autre du présent rapport, on a analysé l'interdépendance entre les résultats de l'éducation des filles et ceux du développement. Pour inscrire les filles à l'école et s'assurer qu'elles y aillent régulièrement, il faut mettre en œuvre des stratégies intégrées à tous les niveaux – famille, communauté, administration locale et gouvernement national. Trop longtemps, l'absence d'instruction des filles a été considérée comme relevant de la sphère privée, un problème à régler par chaque famille. Mais les éléments présentés ici montrent que l'impératif de l'éducation de chaque fille est un impératif pour le développement sous toutes ses formes.

Pour le ministre de l'éducation, assurément; mais aussi...

Pour le ministre des finances, qui doit affecter à l'enseignement primaire une part suffisante du budget et rendre les écoles abordables en supprimant les frais de scolarité et en versant aux familles pauvres un salaire suffisant.

Pour le ministre de la santé, qui doit assurer la prestation de services de santé, un approvisionnement en eau et la fourniture d'installations d'assainissement de bonne qualité.

Pour le ministre du travail, qui est tenu de fixer des normes de protection pour les enfants qui travaillent, de façon qu'ils ne soient pas exploités et ne se voient pas dénier le droit à l'éducation.

Pour le ministre de la justice, à qui il incombe d'assurer la sécurité dans les écoles.

## ENCADRÉ 11

# Afghanistan : c'est la rentrée

« Il m'est impossible d'expliquer ce que j'ai ressenti. J'avais quitté l'Afghanistan deux ans après l'arrivée au pouvoir des Taliban et je suis rentrée quand leur régime a pris fin. Je ne peux tout simplement pas expliquer ce que j'ai ressenti », raconte Najiba Forough\*, les larmes aux yeux. Elle a maintenant repris ses fonctions de directrice de l'école Nahisa Barbad.

Sous le régime des Taliban, bien que l'éducation des filles fût interdite, de nombreux parents et enseignants organisaient pour elles clandestinement des cours dans des domiciles privés. La directrice d'école se remet à pleurer en se souvenant de l'incident qui l'a finalement convaincue de quitter son pays natal. Son école avait été convertie par les Taliban en centre de communication. Couverte d'une *burka*, elle faisait tous les jours le tour de ce qui avait été son école. Un jour, une femme en *burka* l'a saluée. N'arrivant pas à reconnaître sa voix, Mme

Forough lui a demandé de relever son voile afin qu'elle puisse voir son visage et elle a tout de suite reconnu une ancienne élève. Après avoir discuté quelques minutes, elles ont chacune repris leur chemin, mais avant que l'ancienne élève ne sorte de l'école, un Taliban s'est approché d'elle et a commencé à lui donner des coups. La directrice s'est précipitée et a tenté de protéger de son corps son élève, en expliquant que celle-ci avait relevé sa *burka* parce qu'elle le lui avait demandé. Peu de temps après, Mme Forough est partie vivre au Pakistan et a obtenu un poste où elle enseignait à des réfugiés afghans.

« L'éducation est le fondement de toutes les sociétés », ajoute-t-elle. « Si vous fermez les portes de l'école, vous remplissez les cellules des prisons. »

L'expérience de l'Afghanistan après la guerre, une fois que les Taliban ont été chassés du pouvoir par une opération

militaire autorisée par l'ONU, semble indiquer que la réouverture des écoles est le meilleur moyen de jeter les bases d'un avenir réussi, prospère et paisible.

La campagne Rentrée des classes menée en Afghanistan en 2002 a montré ce qu'il était possible d'accomplir lorsque la communauté internationale est fermement résolue à remédier à une situation de crise. Privés d'éducation pendant des années de conflit, et en particulier sous les Taliban, les enfants afghans étaient très impatients d'aller à l'école. Le rôle que l'UNICEF a pu jouer en leur livrant du matériel pédagogique en situation d'urgence est l'une des réalisations dont l'organisation est le plus fière ainsi que l'une des plus grandes opérations de ce type qu'elle ait jamais menées.

À la fin de l'année 2001, l'Administration intérimaire a fait, avec l'aide de l'UNICEF, tout ce qui était en son

Pour le ministre du plan, qui doit permettre aux communautés locales et aux parents de superviser la prestation des services dont leurs enfants ont besoin pour survivre et s'épanouir.

## Sept dispositions à prendre pour aller de l'avant

On ne verra jamais les 65 millions de filles qui ne vont pas à l'école s'imposer à l'attention du monde de la même façon qu'une guerre. Elles ne seront jamais sauvées par des chars fonçant dans le désert. Pas de manchettes racoleuses sur leur situation lamentable pour doper les indices d'écoute des médias ou le tirage des quotidiens. Le gaspillage de leurs aptitudes n'apparaîtra pas sur les photos de première page pour donner mauvaise conscience à ceux qui vivent dans leur petit confort.

Mais elles n'en vivent pas moins une situation d'urgence. Les gouvernements, les organisations humanitaires et les institutions internationales doivent

prendre des dispositions concrètes pour les sauver en traitant cette affaire de façon aussi urgente que si ces 65 millions de filles du monde entier, piégées par une guerre, s'étaient réfugiées dans une montagne, devant des caméras de télévision.

Les responsables doivent œuvrer de concert à tous les niveaux de la société pour :

### 1. Faire de l'éducation des filles un volet essentiel de l'effort de développement

Les principes fondamentaux relatifs aux droits de l'homme doivent inspirer les programmes de développement économique et de lutte contre la pauvreté, et les droits des filles doivent faire l'objet d'une protection spécifique. Si les gouvernements, les institutions financières internationales et les organisations d'aide bilatérales et multilatérales appliquaient les principes de la justice sociale aux programmes de développement, le résultat serait meilleur pour l'ensemble de la société – en particulier ses membres les plus

pouvoir pour contribuer à la remise en état du système éducatif, en permettant dans un premier temps à 1,5 million d'enfants de retourner à l'école à la fin du mois de mars 2002. Du matériel pédagogique destiné à 700 000 enfants a été acheté dans la région et le reste a dû être acheminé depuis l'entrepôt principal de l'UNICEF, situé au Danemark. Un nouveau centre d'assemblage a été entièrement créé au Pakistan tout près de la frontière, et 180 personnes ont été engagées localement pour travailler dans deux équipes. En moins de deux mois, ce centre a produit 50 000 colis d'éducation, au rythme de deux colis par minute, tandis que les centres de plus petite taille du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan fabriquaient plus de 10 000 colis, 400 colis de loisirs et 600 tentes scolaires. Environ 7 000 tonnes de fournitures scolaires ont été distribuées dans l'ensemble du pays, non seulement par les responsables de l'éducation mais également par les agents de santé qui faisaient partie du réseau de vaccination national.

La campagne avait également pour objectif de renforcer les capacités du Ministère de l'éducation. En tout, 600 personnes nommées coordinateurs et chargées de faciliter la collecte de données et les procédures de distribution

ont participé à des ateliers régionaux qui leur ont apporté un appui technique et financier.

Le 23 mars 2002, environ 3 000 écoles ont ouvert leurs portes dans l'ensemble de l'Afghanistan pour accueillir des millions de filles et de garçons. Quatre-vingt-treize pour cent des fournitures avaient été livrés à temps aux écoles. En septembre 2002, de nombreux enfants du sud du pays, ainsi que des réfugiés revenant du Pakistan, de l'Iran et d'autres pays voisins, et des enfants déplacés à l'intérieur de leur pays ayant quitté les camps pour revenir chez eux, ont repris le chemin de l'école – en tout, ce sont ainsi trois millions d'enfants qui ont été inscrits au cours d'une année, soit deux fois plus que prévu. Environ 30 pour cent d'entre eux étaient des filles. Cela représente un progrès considérable dans beaucoup de régions car même avant les Taliban, seuls 5 pour cent des filles en âge d'aller à l'école étaient scolarisées.

En 2003, le principal défi de la campagne d'éducation a été de maintenir et d'intensifier ces efforts à l'heure où la communauté internationale a les yeux tournés vers une autre région à laquelle elle est donc plus susceptible

d'allouer des fonds. La qualité de l'enseignement a pris une importance de premier plan car si les enfants cessent d'aller à l'école aujourd'hui, il sera très difficile de les scolariser de nouveau une fois que le système scolaire aura été rebâti. C'est dans cet esprit que le Ministère de l'éducation a demandé à l'UNICEF d'organiser pendant l'hiver des ateliers de formation des enseignants en préparation de l'année scolaire 2003; 19 500 enseignants du primaire ont suivi un stage de formation de huit jours portant sur des cours axés sur les élèves, sur la planification de l'enseignement et la sensibilisation aux mines terrestres.

Certes, des problèmes considérables demeurent mais les progrès obtenus en Afghanistan au cours des deux dernières années ont été remarquables. Pour la première fois, l'éducation a été la priorité absolue dans un pays sortant d'un conflit, et dans une société qui avait depuis trop longtemps pris l'habitude de ne voir que des hommes dans la rue, le spectacle d'enfants allant à l'école le cartable sur le dos était à lui seul la promesse d'un meilleur avenir.

En Afghanistan, la soif d'éducation est perceptible, tout comme la confiance qu'a la population en son pouvoir de

marginalisés. (Voir Repère 6 : budgets et droits de l'homme.)

- En cas de crise économique ou de changement de la politique nationale, il importe de protéger les services publics de façon qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits des filles à l'éducation, à la santé, à l'alimentation et à la sécurité.
- L'égalité des chances ne suffit pas. Nous devons nous concentrer sur l' « égalité de résultat », en faisant en sorte que tous les enfants, filles et garçons, obtiennent la même éducation de qualité.
- Il convient de respecter le droit des enfants et de leur famille de prendre part à la prise des décisions importantes pour eux. Leurs avis doivent être pris en considération dans les affaires publiques les concernant, comme l'affectation de crédits budgétaires à l'éducation et les décisions en matière de développement qui s'y rattachent.

---

remettre en état une nation fort mal en point. Enseignante, Soraya Habibi, a passé 19 ans à enseigner avant que les Taliban lui interdisent de travailler. Elle a continué à enseigner clandestinement dans des domiciles privés mais est ravie d'être aujourd'hui de retour dans une salle de classe à faire ce qu'elle sait le mieux faire. « Je suis contente de pouvoir contribuer à l'avenir de ce pays, à l'avenir de ces enfants. N'oubliez pas que j'ai passé les cinq dernières années à ne rien faire – maintenant tout ce que je veux, c'est enseigner et enseigner. »

Dans ce pays, pour l'instant du moins, les enfants ont véritablement conscience de l'importance de leurs enseignants. Sur un panneau d'affichage de l'école Abdul Ghafoor Nadeem de Kaboul, on peut lire dans un poème écrit par un élève : « Les enseignants sont la lumière de notre vie. S'il n'y a pas d'enseignants, la société sera détruite. »

\*Certains noms dans cet encadré ont été changés.

Les filles doivent jouir de l'égalité des chances et être aussi bien préparées que les garçons au type de participation constructive qui est essentielle à la gestion démocratique des affaires publiques.

## 2. Instaurer une culture nationale en faveur de l'éducation des filles

Il importe d'instaurer une culture nationale autour du thème « toutes les filles à l'école », de façon que les communautés soient aussi scandalisées et préoccupées par le fait que des filles sont gardées à la maison sans pouvoir aller à l'école qu'elles le sont par le cas des garçons et des filles dont l'exploitation dans le travail est plus visible. L'instauration d'une telle culture signifie qu'il faut lancer une vaste campagne d'instruction civique qui explique les avantages que la famille et la société peuvent retirer de l'éducation des filles. Chaque segment de la société doit être mobilisé, hommes politiques et parents, secteur privé et médias. Les gouvernements doivent être tenus pour responsables de l'inscription des filles et de la régularité de leur fréquentation scolaire. À cette fin :

- Le nombre des filles n'allant pas à l'école doit être systématiquement et publiquement signalé – et il doit être considéré comme un sujet de préoccupation nationale aussi pressant que l'aggravation des taux de chômage.
- Les pays devraient envisager d'adopter une taxe pour l'éducation ou une surtaxe sur les produits de base, qui serait utilisée exclusivement pour inscrire les filles ou les garçons à l'école jusqu'à ce que la parité entre sexes y soit réalisée.
- Les gouvernements devraient inventorier les projets couronnés de succès dans leurs pays respectifs, les porter à l'échelle nationale et vérifier dans quelle mesure ils ont permis aux filles d'aller jusqu'au bout de leur éducation de base.

## 3. Interdire les frais de scolarité quels qu'ils soient

L'école n'est pas une option que l'on finance au cas et au moment où l'économie s'améliore : c'est un droit fondamental. Lorsque les systèmes éducatifs reposent sur ce principe, ils feront l'effort supplémentaire de garantir la scolarisation des plus marginalisés et défavorisés, dont la majorité sont presque toujours des filles. L'école primaire doit être gratuite, universelle et obligatoire, et les parents doivent pouvoir choisir le type d'instruction à offrir à leurs enfants. Il faut supprimer immédiatement tous les frais de scolarité et autres à l'école primaire. Lorsque les parents doivent payer les études de leurs enfants, l'éducation pour tous devient impossible et les filles sont encore plus pénalisées que les garçons. L'éducation doit être considérée comme le droit de chaque enfant.

#### **4. Ne pas cantonner la réflexion au secteur de l'éducation**

L'éducation en général – et celle des filles en particulier – doit être entièrement intégrée à la stratégie de lutte contre la pauvreté de chaque pays. Il faut augmenter l'échelle des programmes qui donnent satisfaction.

La scolarisation des filles peut et doit être encouragée par des mesures telles que :

- Des lois et politiques antidiscrimination qui protègent les filles et les femmes
- Des programmes de prévention du VIH/SIDA qui ciblent les filles et les femmes
- Des programmes en faveur du jeune enfant qui traitent les garçons et les filles sur un pied d'égalité et abordent la question des rôles assignés à chaque sexe et des relations entre les sexes
- Un investissement dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour les logements et l'école
- Des efforts déployés pour réduire la violence dans les communautés et mettre les enfants à l'abri de l'exploitation et de la maltraitance, en accordant une attention particulière aux filles.

D'un autre côté, l'investissement dans l'éducation doit s'appuyer sur les multiples exemples de résultats positifs obtenus dans les écoles lorsqu'il y a :

- Un accroissement des possibilités de participation des filles, notamment dans les sports, les activités culturelles, les affaires locales et la gestion scolaire
- Des mesures d'incitation et une aide financière pour les familles qui envoient leurs filles à l'école, et les y laissent, et contribuent activement à améliorer leurs résultats
- Des enseignants formés aux droits de l'enfant et aux techniques d'enseignement tenant compte des différences entre les sexes
- Des enseignants touchant un traitement régulier et suffisant
- Des parents à qui l'on a donné les moyens de s'engager dans la gestion des écoles et le soutien à leur apporter, ainsi que dans l'activité des associations de parents et d'enseignants, et que l'on aide à créer au foyer un environnement plus propice à l'apprentissage et à présenter une

image positive de ce qu'ils attendent de leurs enfants s'agissant du niveau d'instruction.

#### **5. Faire des écoles des centres de développement communautaire**

Les écoles et les lieux d'apprentissage moins « classiques » devraient devenir davantage que des endroits où suivre des cours et acquérir des aptitudes; ils devraient devenir des centres de participation et de développement communautaires. L'expérience de l'UNICEF en matière de situations de conflit et d'urgence a montré que l'éducation avait le pouvoir, au sortir d'une tragédie et du désordre qui en découlait, de favoriser le redressement et de redonner l'espoir, car elle restructure la vie des enfants, les revigore et leur offre des points de repère pour envisager un avenir qui est, au mieux, incertain.

De même, la pandémie de VIH/SIDA aide à comprendre le rôle de l'éducation dans une situation d'urgence. Les écoles se sont avérées le moyen le plus efficace et le plus économiquement viable de protéger les enfants et les jeunes contre l'infection par le VIH. À lui seul, ce fait est un argument de poids en faveur de ceux qui voudraient faire des écoles le centre nerveux des efforts déployés pour lutter contre la propagation de la maladie et en atténuer l'impact.

Tout comme elles doivent devenir suffisamment souples pour répondre aux besoins de tous les enfants, qu'il s'agisse de filles traditionnellement privées d'instruction ou d'enfants des rues, les écoles doivent aussi prendre en charge le nombre croissant d'enfants rendus orphelins et vulnérables par le VIH/SIDA. C'est l'éducation qui peut le mieux aider les enfants et les jeunes – en particulier les orphelins et les filles, qui sont les plus exposés – à se prendre personnellement en charge, en leur inculquant les connaissances dont ils ont besoin pour assurer la protection de leur communauté et la leur propre, et peut les aider à acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour édifier un avenir meilleur. Et c'est l'éducation qui peut venir à bout de la discrimination et de l'ignorance qui perpétuent la propagation du VIH/SIDA.

L'éducation devrait ainsi être placée au centre des efforts déployés contre le VIH/SIDA et d'autres menaces qui pèsent sur les enfants et les jeunes.

#### **6. Intégrer les stratégies**

Des stratégies intégrées s'imposent pour lever les multiples obstacles à l'éducation des filles. Cette intégration doit intervenir à trois niveaux : investissements, politiques et institutions; prestation de services; et cadres conceptuels, plus précisément ceux

des démarches fondées sur les droits économiques et les droits de l'homme.

**a. Investissements, politiques et initiatives institutionnelles.** Il ne suffit pas d'allouer des ressources financières à la réalisation de certains objectifs : encore faut-il revenir sur les politiques susceptibles d'aller à l'encontre desdits objectifs. Il ne servira pas à grand-chose de construire de nouvelles écoles si les droits d'inscription et autres obstacles empêchent toujours la scolarisation de certains enfants. De la même façon, les ressources disponibles sont les plus

productives lorsque le cadre politique et institutionnel est favorable à leur utilisation. La décentralisation, par exemple, ainsi que les réformes juridiques, les partenariats et la participation vont tous dans le sens d'une utilisation plus efficace des ressources.

**b. Prestation de services.** Une bonne coordination des services dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement – s'agissant surtout de la prestation de ces services – peut améliorer l'efficacité des programmes. Au niveau local, par exemple, un

## REPÈRE 6

### BUDGETS ET DROITS DE L'HOMME

Une approche du développement fondée sur les droits de l'homme implique la réalisation progressive de tous ces droits. Les États doivent mobiliser le maximum de ressources disponibles tout en élaborant un plan de financement à long terme pour le respect de tous les droits de leurs citoyens.

Il est nécessaire de procéder à une nouvelle analyse de la procédure de préparation du budget. À présent, on fixe en premier lieu le cadre macroéconomique, assorti d'objectifs de croissance ou de stabilisation. Pour les dépenses gouvernementales, les programmes visant au respect des droits de l'homme sont rarement prioritaires pour l'attribution des ressources disponibles : ces programmes n'obtiennent souvent que ce qui reste après qu'on a fixé l'enveloppe revenant au secteur de la croissance économique, au remboursement de la dette ou à la défense. Bien que le gouvernement d'un pays ait pu s'être lancé vers les Objectifs de développement pour le Millénaire ou vers ceux d'Un monde digne des enfants, les ressources qu'il affecte véritablement à la réalisation de ces objectifs peuvent se révéler nettement inférieures aux besoins. Pour éviter que cela ne se reproduise, le financement des programmes visant au respect des droits de l'homme doit devenir un élément prioritaire et non pas marginal au moment de l'élaboration du budget.

Lorsque les gouvernements procèdent à la reconfiguration des budgets, ils doivent tenir compte de certaines réalités :

**Les droits de l'homme sont interdépendants.** Tous sont d'égale importance et le fait d'en négliger un peut empêcher ou entraver la jouissance des autres. Les progrès réalisés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition et de l'eau, par exemple, peuvent se renforcer mutuellement et, de plus, favoriser la croissance. Cette synergie justifie qu'on travaille au respect de tous les droits.

**La non-régression** est un autre principe important en matière de droits de l'homme. Cela signifie que personne ne doit accepter un recul dans la jouissance de ses droits dû à une action délibérée des pouvoirs publics. Un bon nombre de réformes macroéconomiques, notamment dans le domaine des échanges et de la fiscalité, sont mises en place sans tenir compte de leur incidence négative sur certaines personnes, généralement celles qui sont pauvres. Ces réformes peuvent ne pas être, en elles-mêmes, contraires aux principes des droits de l'homme, mais elles violent ces principes si, à cause d'elles, certains ménages font face plus difficilement aux besoins de base de leurs enfants en matière de santé et d'éducation. Des « filets de sécurité » suffisants doivent être intégrés à de tels changements de politique.

L'État doit également garantir des **résultats égaux**. Cela va au-delà de l'égalité d'accès ou de l'égalité de possibilités pour tous. Ainsi, le fait d'assurer à un enfant handicapé l'égalité d'accès à l'école locale peut ne pas suffire pour qu'il bénéficie, sur un plan d'égalité, de l'éducation offerte. Afin d'obtenir les connaissances qu'il mérite, il est souvent nécessaire de lui consacrer davantage de ressources et de soins qu'à un enfant sans handicap. L'article 23 de la Convention des droits de l'enfant stipule que « les États Parties reconnaissent le droit des enfants handicapés de bénéficier de soins spéciaux... »

Enfin, la **participation** est un élément essentiel de cette approche. Pour sauvegarder la liberté et les droits civiques – et pour garantir que l'État affecte le maximum de ressources disponibles à la concrétisation progressive des droits des citoyens – une participation démocratique est essentielle. La participation au niveau de base est également déterminante afin d'assurer que personne n'est victime de discrimination ou ne se voit refuser des prestations qui lui sont dues. Toute la programmation des besoins de base doit être participative, transparente et responsable, afin de favoriser les meilleurs résultats pour tous.

comité scolaire peut être le point de contact pour les interventions de vaccination, de nutrition et d'assainissement ainsi que pour les services plus directement liés à l'éducation.

**c. Cadres conceptuels.** En règle générale, les cadres économiques servent à élaborer des instruments d'investissement, de politique générale ou institutionnels. Lorsque ces instruments reposent entièrement sur des principes économiques, ils s'avèrent inaptes à atteindre les objectifs programmés concernant les individus les plus pauvres et les plus marginalisés. Mais lorsque l'approche économique s'inspire des principes relatifs aux droits fondamentaux, les programmes de lutte contre la pauvreté, de développement social et de réduction des inégalités deviennent beaucoup plus performants.

#### **7. Augmenter le financement international en faveur de l'éducation**

- Tous les pays industrialisés devraient affecter 10 pour cent de l'aide publique à l'éducation de base, en accordant la priorité aux programmes en faveur des filles. Ils peuvent y parvenir en honorant l'engagement pris à la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey (Mexique) de se rapprocher rapidement de l'objectif consistant à allouer au moins 0,7 pour cent de leur produit national brut au titre de l'aide, et au moins 0,15 pour cent en faveur des pays les moins avancés.

- Élargir l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous à d'autres pays et garantir le financement rapide de leurs besoins. Tous les pays qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une aide accélérée aux fins de la réalisation de l'objectif de l'éducation pour tous doivent recevoir d'urgence l'aide financière que les gouvernements donateurs leur ont promise. L'Initiative devrait être élargie à tous les gouvernements qui manifestent la ferme volonté de réaliser l'objectif de l'éducation primaire universelle.

#### **Ce que le XX<sup>e</sup> siècle n'a pas encore réglé**

Si le monde ne se concentre pas sur l'échéance de 2005 concernant l'éducation des filles, la date butoir de 2015 fixée pour les Objectifs de développement pour le Millénaire sera dépassée sans que ces derniers aient pu être atteints. Si la communauté internationale n'agit pas maintenant, une autre génération de filles seront victimes de l'ignorance, de la maltraitance, de l'exploitation et du VIH/SIDA – et, dans un avenir plus proche que nous le croyons, leurs millions de jeunes enfants mourront d'une cause que l'on aurait pu éviter ou seront frappés par la malnutrition et des maladies évitables, dans un immense gaspillage de capital humain.

L'éducation des filles est un domaine dans lequel nous n'avons pas à attendre une avancée scientifique; nous savons pertinemment ce qu'il faut faire

**« Enfants et jeunes d'Afghanistan, je voudrais vous dire (...) vos parents, vos enseignants, votre gouvernement et bien d'autres personnes encore dans le monde entier ont travaillé d'arrache-pied pour vous offrir un nouveau départ à l'école. C'est notre responsabilité, en tant qu'adultes. Maintenant, c'est votre tour : profitez-en au maximum. Écoutez vos maîtres et maîtresses, apprenez tout ce que vous pouvez, posez des questions et ouvrez-vous aux idées nouvelles. Et ne laissez quiconque s'emparer de votre école. L'école est à vous, elle est votre droit – et cela est vrai tant pour les garçons que pour les filles. »**

***(Carol Bellamy, lors du lancement de la campagne Rentrée des classes, 23 mars 2002)***

et comment le faire. Les Objectifs de développement pour le Millénaire sont menacés : en investissant dans l'éducation des filles, nous nous donnerons les moyens de les atteindre. Le développement bat de l'aile : l'éducation des filles lui donnera un nouveau souffle. Des millions d'enfants sont touchés par le VIH/SIDA : des écoles respectueuses des différences entre les sexes peuvent devenir des havres de sollicitude et de réconfort. Les droits de l'enfant sont violés quotidiennement et systématiquement un peu partout dans le monde : en permettant aux filles d'exercer leur droit à l'éducation, on créera les conditions nécessaires à la sécurité et à la protection de tous les enfants.

Nous ne pouvons pas nous aventurer plus avant dans le XXI<sup>e</sup> siècle sans nous occuper de ce que le XX<sup>e</sup> siècle n'a pas encore réglé.

## Objectifs de développement pour le Millénaire

Pour assurer un environnement durable, il faut se concentrer sur deux objectifs d'importance capitale : assurer l'éducation primaire pour tous et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Des écoles où de l'eau potable est disponible et où les latrines des filles sont séparées de celles des garçons favorisent la présence des filles et améliorent la qualité de vie des communautés.

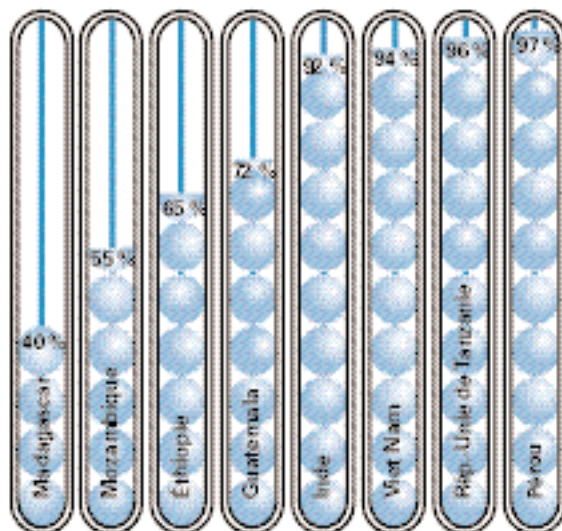
## Éducation secondaire pour les filles

Pourcentage de filles, par rapport aux garçons, dans les écoles secondaires 1995-2000



## Achèvement du cycle primaire

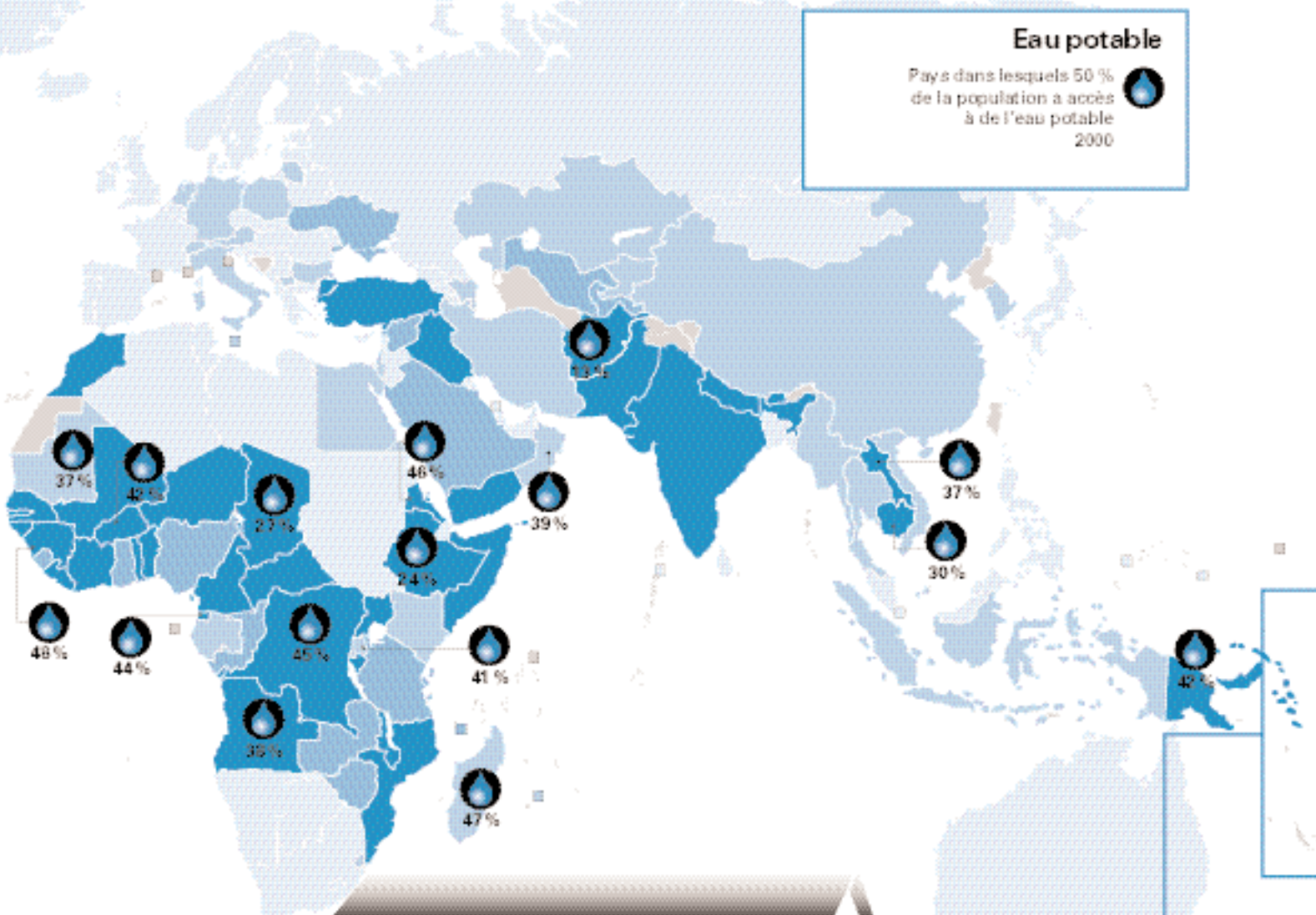
Pourcentage d'enfants qui accomplissent les cinq années du cycle de l'école primaire  
Données 1995–2001  
Sélection de pays



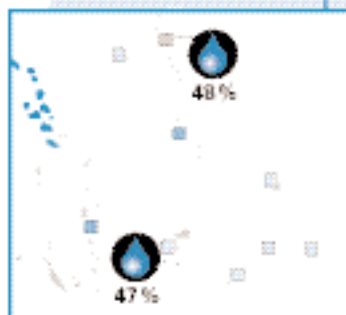
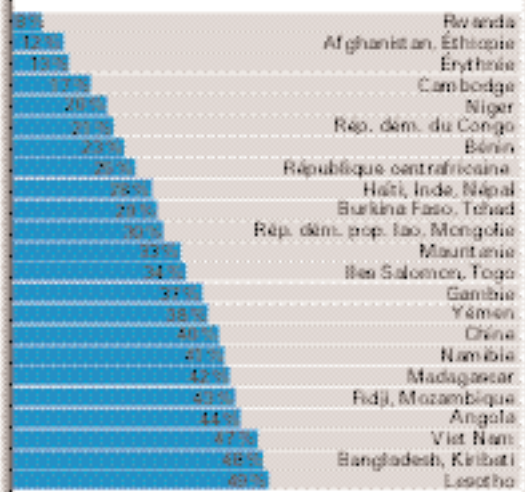
# ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE

## Eau potable

Pays dans lesquels 50 % de la population a accès à de l'eau potable 2000



**Assainissement**  
Pays dans lesquels moins de 50 % de la population utilise des équipements d'assainissement adéquats 2000



Cette carte ne reflète pas une position de l'UNICEF sur le statut légal des pays et territoires représentés ou sur la délimitation de leurs frontières. La ligne en pointillés représente approximativement la « ligne de contrôle » établie à Jammu et au Cachemire consentie par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu et du Cachemire n'a pas encore fait l'objet d'un accord final entre les parties.

